

Ne laissez pas mourir l'Ecole internationale

BERNARD FAVRE

Le conflit qui agite l'Ecole internationale ne devrait laisser personne indifférent. Si Genève peut se flatter du statut de ville internationale, elle le doit aussi à cette institution. Sans elle, quelle multinationale viendrait s'installer à Genève, y créer des emplois, y faire souffler le vent du large? Sans elle, les organisations onusiennes et les ONG auraient tôt fait de tourner le dos à notre jet d'eau. Or depuis plus d'une année, le climat au sein de l'écolint s'est détérioré dans des proportions jamais vues. La crise est telle que l'on peut craindre pour la survie de l'institution.

L'Ecole internationale est une fondation. Sa structure fleurit bon les idéaux wilsoniens qui ont présidé à sa création, en 1924, en marge de l'installation à Genève de la Société des Nations. Tolérance, ouverture, démocratie: voilà les piliers de l'écolint, qui se ressent avant tout comme une communauté, où parents d'élèves, anciens élèves, personnel et direction tirent à la même corde. La communauté élit ses représentants au conseil de fondation (le board). Le board élit à son tour le directeur général, qui se charge d'appliquer sur le terrain les décisions stratégiques du board. En principe, en accord avec l'ensemble de la communauté.

En principe seulement. La défiance du personnel à l'égard de son directeur général, comme l'écume sur la crête d'une lame de fond, révèle une agitation plus profonde et plus menaçante. Aujourd'hui, la communauté ne parvient plus à gérer ses différences.

En dix ans, les effectifs ont crû de 50% (3400 élèves, 110 nationalités). On pouvait s'attendre à des problèmes de croissance, comme disent les médecins. Malheureusement, ces problèmes mettent en péril l'idéal démocratique de l'école. En fait, ce n'est pas tant l'explosion démographique qui pose problème, que le clivage entre les communautés. D'un côté, les multinationales, dont les employés envoient leurs enfants à l'écolint représentent 40% des effectifs. De l'autre, les ONG et les organisations onusiennes, avec quelque 40% des effectifs également. Enfin, les «locaux», ces Genevois qui souhaitent offrir à leurs enfants une scolarité multiculturelle dans un environnement plurilingue.

Entre ces trois communautés, c'est à peine si on se parle encore sans s'invectiver. Même au sein du conseil de fondation. Ce dernier, dominé par les représentants de l'aile «multinationales», a connu une succession de démissions. Pierre-Alain Hirschy d'abord, puis Valérie de Marnix, Carole Panchaud et Constanza Vallenat. Tous ont déserté pour le même motif: «Profonde divergence quant à la perception de la philosophie même de l'école, de sa

gestion dans un esprit de respect et de démocratie.» Cette gangrène puise probablement sa substance dans le développement économique de Genève. Au cours de la dernière décennie, des sociétés multinationales se sont implantées dans notre canton à un rythme fou. Conséquence pour l'écolint: il n'y a plus de place. Les luttes auxquelles on assiste ressemblent à des guerres pour la conquête de «l'espace vital».

«Notre préoccupation, c'est d'avoir de la place pour les enfants de nos employés», expliquait la semaine dernière le groupement des entreprises multinationales. Un souci légitime. Mais tous les moyens ne sont pas bons pour y parvenir. Ainsi, l'augmentation des frais d'écologie (1000 francs par an pendant cinq ans, soit 25% de hausse) participe d'une stratégie d'écrémage. Qui peut encore, parmi les collaborateurs des ONG ou parmi les «locaux», consacrer 25 000 francs par an et par enfant à cette école?

Pour les multinationales, la structure décisionnelle de l'écolint doit faire sourire. Un grand patron est habitué à prendre une décision toutes les cinq minutes. On peut donc comprendre l'irritation de certains managers devant les lenteurs de la démocratie. Ils sont peut-être tentés de faire un sort au statut de fondation de l'écolint. L'article 11 de sa charte prévoit que «la Fondation est dissoute de plein droit lorsque son but a cessé d'être réalisable». Or, on entend de plus en plus ce discours: «L'école est trop grande, ce n'est plus gérable. Il faut ajuster ses structures.» Oui, pourquoi ne pas créer une «société anonyme d'exploitation de l'écolint»? A but non lucratif, précisera-t-on pour la bonne conscience. Mais dès ce moment-là, l'esprit de l'école internationale serait mort et enterré.

Le plus inquiétant, c'est l'indifférence des autorités. Dans toute cette affaire, on n'a guère entendu nos politiciens. On n'a pas l'impression, non plus, que les représentants des cantons de Genève et Vaud, ainsi que de la Confédération, au sein du conseil de fondation aient beaucoup agi. Tous trois étaient d'ailleurs absents à l'assemblée générale du 26 février.

L'Etat doit assumer ses responsabilités. Le canton de Genève en premier lieu, dont le développement économique met l'école internationale sous pression. Il n'est sans doute pas prêt à offrir une instruction bilingue français-anglais conforme aux standards internationaux dans le cadre de l'instruction publique. En revanche, il pourrait soutenir plus activement la création du 4e campus au Grand-Saconnex. Et s'impliquer sans lâcheté pour aider l'école à résoudre ses conflits internes. ■

«Cette gangrène puise probablement son suc dans le développement économique de Genève»